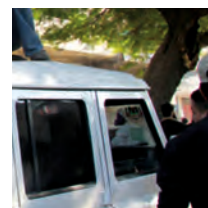




Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

PIDC PROGRAMME INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNICATION

RENFORCEMENT DE LA CONTRIBUTION DES MÉDIAS



A LA **CONSTRUCTION** D'UN **AVENIR** DE **DÉVELOPPEMENT DURABLE**

LE PIDC

QU'EST-CE ?

Le PIDC est l'unique plateforme multilatérale du système des Nations Unies destinée à mobiliser la communauté internationale pour étudier et promouvoir le développement des médias dans les pays en développement. Loin de se limiter à apporter son soutien à des projets médiatiques, le Programme recherche aussi un accord sur le développement d'un environnement favorable à l'épanouissement de médias libres et pluralistes dans les pays en développement.

Chaque année, le PIDC soutient un large éventail de projets dans les pays en développement du monde entier.

Les projets sont soumis par des organisations médiatiques locales et sélectionnés sur la base d'un processus de filtrage minutieux.

Ils doivent apporter une contribution sans équivoque à au moins une des principales priorités du PIDC. Une attention particulière est toujours accordée aux propositions émanant des pays les moins développés, enclavés et des petits Etats insulaires, ainsi qu'à celles présentées par les pays en situation de conflit ou d'après-conflit.

// Le PIDC a mobilisé près de 105 millions de US\$ pour financer plus de 1700 projets dans plus de 140 pays en développement et en transition. //

Le rôle unique du PIDC a été sans cesse confirmé par des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur « l'Information au service de l'humanité » qui invitent tous les pays et organisations du système des Nations et toutes les autres parties prenantes concernées à apporter par l'intermédiaire du PIDC leur soutien aux médias publics et privés.



© UNESCO R. Manowalailao

LES PRIORITÉS DU PIDC

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES JOURNALISTES ET DES RESPONSABLES DES MÉDIAS

y compris par l'amélioration de l'enseignement du journalisme (avec l'aide des Modèles de cursus de l'UNESCO pour la formation au journalisme).

PROMOTION DE LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES

face aux agressions et à l'intimidation afin de leur permettre d'effectuer leur travail dans un environnement sûr.



© RMNP/IPDC

SOUTIEN AU PLURALISME DES MÉDIAS

(en particulier aux médias communautaires) et à leur indépendance (par le renforcement de l'autorégulation et des normes professionnelles).

SOUTIEN À LA PRÉPARATION DES LOIS FAVORABLES À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

RÉALISATION D'ÉVALUATIONS ET DE RECHERCHES LIÉES AUX MÉDIAS

sur la base des Indicateurs du développement des médias (IDM), des Indicateurs des médias sensibles au genre (MSG), des indicateurs de la viabilité des médias (IVM) ou des indicateurs de la sécurité des journalistes (ISJ).

LUTTE CONTRE LES DISCOURS DE HAINE

DANS LES MÉDIAS ET LES MÉDIAS SOCIAUX,
par la promotion d'une pratique de journalisme sensible à la gestion des conflits et/ou du dialogue interculturel/interreligieux chez les journalistes.

QUELQUES EXEMPLES DE PROJETS DU PIDC

Mexique : formation des juges à la compréhension des questions relatives à la liberté d'expression et à l'amélioration de la sécurité des journalistes.

Les violences contre les journalistes et l'absence de justice pour les victimes qui s'en suit instaurent un cercle vicieux d'impunité. Souvent, le crime organisé a infiltré les administrations locales, ce qui rend quasi impossibles les enquêtes impartiales et approfondies des meurtres de journalistes. C'est pourquoi le PIDC a apporté son soutien à un MOOC (cours collectif de libre accès en ligne) relatif à la promotion de la liberté d'expression et à la sécurité des journalistes au Mexique. Quelque mille juges, avocats et autres auxiliaires de justice y ont pris part. Ce projet pilote peut être reproduit dans d'autres pays d'Amérique latine et dans d'autres régions.



© Crystal Boomgaart



© Leotes Marie Lugo

Sri Lanka : rétablir la confiance après des décennies de guerre civile.

Le Sri Lanka est un pays qui a connu une guerre civile dévastatrice de près de trente ans. Les populations y sont encore très divisées. Grâce au PIDC, plus de soixante journalistes locaux ont été formés au traitement des sujets relatifs à l'après-guerre et aux voies et moyens de reconstruire des vies bouleversées. Des lignes directrices pour le traitement des sujets liés à l'après-guerre ont été rédigées en cingalais, tamoul et anglais, et distribués aux journalistes dans tout le pays.

Myanmar : faciliter le dialogue entre groupes de médias ethniques.

Le Myanmar est un pays qui compte plus d'une centaine de groupes ethniques distincts et qui est un foyer de divers conflits d'essence ethnique. Des études récentes situent les médias parmi les facteurs à l'origine des conflits au Myanmar, du fait de la couverture biaisée de l'information, de la désinformation, des partis pris manifestes et de la prédilection marquée pour des sujets conflictuels. En tant que tels, les médias ethniques jouent un rôle clé dans l'information et l'éducation des groupes ethniques pour une plus grande compréhension et tolérance culturelle, contribuant ainsi à la transition démocratique au Myanmar.



© UNESCO S. Chaiyasook



© Nasser Nouri

Tunisie : démocratisation du paysage médiatique d'après le 'printemps arabe'.

Depuis le début du printemps arabe en Tunisie, de nombreuses nouvelles entreprises médiatiques ont été créées. Toutes sortes de défis perdurent néanmoins dans le paysage médiatique tunisien et le PIDC continue d'apporter son soutien à la formation et au développement des capacités des journalistes. Différents ateliers ont été organisés, consacrés à l'application du code de déontologie, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des réseaux sociaux et l'égalité entre hommes et femmes.

Sierra Leone : combattre l'Ebola par la radio.

Le PIDC a aidé les stations de radio locales de Sierra Leone, pendant la récente crise humanitaire, à élargir leur couverture géographique et accroître leurs heures d'émission pour s'assurer que les populations soient bien informées des sujets relatifs à l'Ebola. Grâce à la radio, des experts ont diffusé les informations concernant l'Ebola en langues locales et les gens ont pu exprimer leurs soucis et interrogations. La radio a un impact énorme pour contribuer à ramener la sérénité au sein des communautés et à dissiper les peurs. Le soutien du PIDC consistait en de nouveaux équipements pour les stations de radio et en formations de renforcement des capacités. Auparavant, le PIDC avait apporté son appui au Réseau des radios indépendantes, qui a joué un rôle crucial dans la tenue d'élections indépendantes et transparentes dans ce pays.



© Rindra Ramasomanana



© UNESCO

Palestine : le Club des femmes journalistes fait entendre la voix des femmes.

Une faible représentation des femmes dans les directions des médias et dans les rédactions est à noter en Palestine, affectant le pluralisme des médias, aussi bien en termes de personnel employé qu'en termes de contenu. En partenariat avec le PIDC, Filastiniyat, une ONG qui milite pour la promotion d'une participation équitable des hommes et des femmes dans les médias en Palestine, a créé le Club des femmes journalistes, qui compte à ce jour plus de 300 membres actifs.



© UNESCO/Yusuf ALAmin

Tanzanie : la radio communautaire relie au monde les zones Masaï éloignées.

Ololosokwan est un village tanzanien Masaï situé à huit heures de route d'Arusha, la ville la plus proche. Les routes sont en mauvais état et il n'y a pas de bus régulier pour apporter les journaux. Jusqu'en 2009 les gens devaient attendre leur tour en longues files pour téléphoner

et envoyer des SMS. Il n'y avait pas d'accès aux signaux radios. Grâce au PIDC, la Fondation IrkiRamat a pu implanter une radio communautaire locale. Ce qui a par ailleurs rendu la région visible au reste du monde : plusieurs ONG y sont venues et ont contribué à son développement. Désormais Ololosokwan bénéficie d'une connexion à l'Internet, d'une meilleure réception radio-phonique et de services de télécommunication fiables.



POURQUOI LE PIDC EST UN INSTRUMENT SANS PAREIL ?

MULTILATÉRALISME AU LIEU DU BILATÉRALISME :

Le PIDC agit au nom de la communauté internationale - plutôt que de se reposer sur un seul pays ou une seule source de financement. Il adopte une démarche favorable au développement, basée sur un large consensus et sur des normes internationales propices à des médias libres, pluralistes et indépendants.

CRÉDIBILITÉ/LABEL DE L'UNESCO :

Le PIDC jouit d'une « image de marque » et d'un statut unique de soutien aux projets de développement des médias.

UNE BASE DE CONNAISSANCES EXCEPTIONNELLE ET SANS ÉGALE :

La base de connaissances de l'UNESCO, accumulées au fil des années d'expériences dans les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences et de la communication, alimente le PIDC de façon permanente. Le PIDC lui-même tire des leçons de plus de trente ans d'expérience.

AUTONOMISATION DES POPULATIONS :

Le PIDC autonomise les organisations locales dans des initiatives directement venues du terrain, et qui appartiennent aux populations locales.

DE L'ACTION NORMATIVE A L'EXÉCUTION DES PROJETS : LE PIDC INTERVIENT À TOUS LES NIVEAUX

Le PIDC adopte une démarche holistique dans tous les aspects du développement des médias : recherche, action normative, suivi, détermination des normes et mise en oeuvre des projets.

RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ COMPÉTITIF :

Pour les donateurs, le PIDC est un investissement réellement rentable. Le PIDC ne tire pas, des subventions extrabudgétaires réservées aux projets, des lignes destinées à la couverture des frais des personnels ou de réunions des instances dirigeantes. C'est l'UNESCO qui assume ces coûts.

DES PARTENARIATS À FORTE VALEUR AJOUTÉE :

Le PIDC et son action novatrice attirent un intérêt largement répandu. On peut le constater par le nombre d'observateurs participant aux réunions de ses organes directeurs, et par le rôle de leader qu'exerce l'UNESCO dans le développement du secteur des médias ou dans les récents débats portant sur les Objectifs de développement durables.

INITIATIVES SPÉCIALES DU PIDC

Ces dernières années le PIDC a lancé diverses initiatives qui ont renforcé son approche stratégique du développement des médias.

► Le PIDC occupe une place centrale dans la promotion de la sécurité des journalistes et, en particulier, dans le suivi des suites judiciaires des assassinats de professionnels de médias. Tous les deux ans la Directrice générale de l'UNESCO présente un rapport actualisé au Conseil intergouvernemental du PIDC en tant qu'instrument de suivi. Conçu au sein du PIDC, le **Plan d'Action de Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité** a obtenu un large soutien. Une version pilote a commencé au Soudan du Sud, en Iraq, au Népal et au Pakistan. A l'heure actuelle, le Plan des Nations Unies est également en cours d'application dans six autres pays : Jordanie, Tunisie, Liberia, Honduras, Mexique et Guatemala.

► Les **Indicateurs du Développement des Médias (IDM)** ont été mis au point et approuvés par le PIDC en 2008 pour évaluer les paysages médiatiques, identifier leurs forces et leurs faiblesses et proposer des recommandations fondées sur les faits observés pour renforcer la liberté de la presse et le pluralisme et l'indépendance des médias. Depuis le lancement de cette initiative, les évaluations basées sur les IDM ont orienté les politiques et les actions dans quinze Etats membres.



© UNESCO/Doha Centre for Media Freedom



© UNESCO/Stephen Mukobeke

INITIATIVES SPÉCIALES DU PIDC

© Rindra Ramasomanana



► L'Initiative mondiale d'excellence dans l'enseignement du journalisme contribue à améliorer la formation au journalisme dans les pays en développement par l'aide apportée à la formulation de nouveaux programmes de cours et des cursus des écoles de journalisme. L'initiative vise à promouvoir un débat collégial international et à servir de plateforme de partage d'expériences pédagogiques pour améliorer l'enseignement, la recherche et la pratique du journalisme. Le Bureau du PIDC apporte régulièrement son soutien à des projets d'enseignement et de formation en journalisme.

© UNESCO/BRAC



► Le PIDC considère le partage des connaissances comme indispensable pour apprendre comment mieux soutenir le développement des médias dans le monde. Cette vision est au cœur de l'initiative spéciale de **Développement des médias fondé sur les connaissances**. Le PIDC procède à des analyses régulières des informations produites au fil des années de mise en œuvre des projets médiatiques, s'y réfère pour décider des projets à soutenir dans l'avenir et encourage d'autres acteurs du développement des médias à s'en servir pour leurs propres besoins.

Le PIDC a fortement encouragé l'inclusion du développement des médias dans les Objectifs de Développement Durable, avec un succès partiel dans l'objectif 16, cible 10.



© UNESCO/Majo Torres

COMMENT

FONCTIONNE LE PIDC ?

Un **Conseil intergouvernemental** de 39 Etats membres est élu par la Conférence générale de l'UNESCO pour une période de deux ans, tenant compte de la nécessité d'assurer une juste répartition

géographique et une rotation adéquate. En principe, le Conseil se réunit tous les deux ans en session plénière pour définir la politique du Programme.

Le **Bureau** du Conseil intergouvernemental du PIDC est composé d'un(e) Président(e), de trois vice-président(e)s, d'un(e) rapporteur(e) et de trois autres membres. Les réunions du Bureau sont organisées chaque année. Le Bureau assume l'entière responsabilité de la sélection, de l'approbation et du financement des projets par le PIDC. Il planifie l'organisation du travail des sessions du Conseil.

PAYS DONATEURS QUI ONT APPORTÉ LEUR SOUTIEN AUX ACTIVITÉS DU PIDC EN 2010-2015



Allemagne



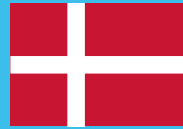
Andorre



Bangladesh



Belgique



Danemark



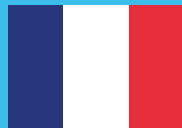
Espagne



Etats-Unis
d'Amérique



Finlande



France



Ghana



Inde



Israël



Norvège



Pays-Bas



Suède



Suisse



Thaïlande



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Secrétariat du PIDC
Division pour la liberté d'expression et le développement des médias
UNESCO Secteur de la communication et de l'information
7, place de Fontenoy
F-75352 Paris 07 SP
<http://www.unesco.org/webworld/ipdc/>